

D'un point de vue d'économiste, certaines années sont assez généreuses et fastes en événements marquants et dossiers qui retiennent l'attention, à un point tel que l'exercice de choisir devient très difficile, voire déchirant.



Par Khalid Adnane

Économiste, École de politique appliquée/Département d'histoire, Université de Sherbrooke

Le moins qu'on puisse dire est que l'année 2011 n'en fut pas une. En fait, si l'année politique a été monopolisée par le printemps arabe, l'année économique fut marquée par l'automne européen et la crise des dettes souveraines. Une crise qui aura été lourde de conséquences sur tous les plans, économique, politique et social, et pour tout le monde, citoyens, entreprises et élites politiques.

Le vent d'optimisme du début d'année

Pourtant, l'économie mondiale, au début de 2011, volait allègrement sous un ciel bleu, confortée par les prévisions positives autant du FMI que celles de l'OCDE sur les perspectives économiques à venir. Certes, le tsunami du 11 mars au Japon est venu semer quelques inquiétudes ici et là sur les marchés, mais le rythme positif a été vite relancé et la majorité des observateurs continuait à miser sur des perspectives économiques très favorables : le Dow Jones n'a-t-il pas atteint son plus haut niveau de l'année au mois de mai à presque 13000 points? Même les inquiétudes autour des dettes souveraines en Europe au début de l'été n'ont pu miner cet élan positif et arrivaient à peine à perturber les cours des marchés boursiers. Si bien que dans la livraison de son rapport du mois de juillet sur la politique monétaire, la Banque du Canada (via son président M. Carney) qui confortait cette vision, a continué elle aussi de tabler sur un niveau de croissance positif à 2.8% pour 2011 et 2.6 % en 2012. M. Carney laissait même entendre que la Banque du Canada n'hésiterait pas à réviser sa politique de détente monétaire, notamment en matière de taux d'intérêt, si les signes de surchauffe économique se manifestaient avec plus de vigueur.

Août 2011 : un revirement spectaculaire

Soudain, moins de trois semaines plus tard, la situation de blocage politique aux États-Unis est venue tout bousculer. En effet, l'impasse politique entourant les négociations entre républicains et démocrates au sujet du relèvement du plafond de la dette publique s'est soldée par la première décote de l'histoire américaine et la perte de la très symbolique cote « triple A » sur les obligations américaines. Cette situation a plongé les marchés dans la peur, la volatilité et la panique, provoquant de pertes considérables en terme de capitalisation : en moins d'une semaine seulement, le Dow Jones a perdu près de 15% par rapport à son niveau atteint au mois de mai.

Du coup, M. Carney a changé complètement de discours et, devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes le 19 août, il estimait à présent que « les forts vents contraires extérieurs auxquels la Banque faisait référence depuis longtemps soufflaient maintenant plus fort [...] et que « en grande partie sous l'effet de ces facteurs externes, les données canadiennes récentes laissaient présager une croissance minimale ou légèrement négative au deuxième trimestre ». C'est un revirement de situation extraordinaire en si peu de temps, mais très compréhensible vu les sombres perspectives attendues en Europe.

La classe politique européenne mise sur la sellette

En fait, tout le monde savait que les difficultés ne faisaient que commencer. Dans le climat de volatilité qui s'était installé, il était évident que la situation en Europe allait tôt ou tard redevenir le centre d'attention. De plus, l'incapacité des gouvernements en place à opérer les réformes exigées ajoutait au climat d'incertitude qui régnait déjà. Dès lors, des changements sur le plan du leadership politique devenaient incontournables.

En moins d'un an, les cinq pays qui font partie de l'humiliante étiquette « PIIGS : Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne » ont changé de leader politique : José Socrates au Portugal, Brian Cowen en Irlande, George Papandréou en Grèce, Silvio Berlusconi en Italie et José Luis Rodriguez Zapatero en Espagne. Tout cela s'est fait sous la pression des marchés inquiets par rapport à leur capacité à mener à bien les réformes souhaitées pour la sortie de crise mais aussi sous la pression de leurs propres populations qui ont subi –et subiront encore- des cures d'austérité pénibles. D'ailleurs, le mouvement des indignés à travers le monde (notamment Occupy Wall Street), très médiatisé cet automne, s'inscrit directement dans cette dynamique et vient à juste titre rappeler cette réalité. En fait, il vient surtout souligner que ces cures et réformes, en plus de donner peu de résultats, laissent un

goût très amer puisque les inégalités de richesse ne cessent de se creuser entre les mieux nantis et les plus démunis de la société.

Le tandem Sarkozy-Merkel

Dans ce contexte, le tandem Sarkozy-Merkel a multiplié les rencontres et les initiatives, et le sommet européen des 8 et 9 décembre devenait forcément une sorte de rendez-vous de la dernière chance. Après plusieurs rencontres de négociations ardues entre l'Allemagne –partisane de l'orthodoxie budgétaire- et la France –défenseuse de la solidarité financière- on a abouti au sommet à une proposition de refonte de la zone euro pour y intégrer une union budgétaire en plus d'une union monétaire. Ce « nouveau pacte » fixerait des normes strictes en cette matière, notamment la règle d'or de l'équilibre budgétaire. En retour, le nouveau mécanisme européen de stabilité (MES) sera accéléré dans sa mise en œuvre (début 2012) et viendra supporter les États aux prises avec des difficultés financières comme la Grèce ou l'Italie. Mais ce « nouveau pacte »

représente une victoire mitigée. D'une part, il n'a pu rallier tous les pays de l'Union européenne, notamment la Grande-Bretagne qui s'y est fortement opposée. D'autre part, il n'a guère été capable de calmer les marchés qui continuent de réclamer une solution dite «BAZOUKA ».

Au tour des marchés de s'ajuster!

Et c'est justement ce que les marchés doivent comprendre et accepter : les solutions pour sortir de cette crise des dettes souveraines vont prendre du temps car les ajustements opérés vont indéniablement donner des résultats, à terme. La chancelière allemande Angela Merkel et la directrice du FMI, Christine Lagarde, n'ont cessé de le rappeler encore cette semaine.

Comme quoi, la sortie de cette grave crise qui assaille l'économie européenne et toute l'économie mondiale par extension, ne se fera pas miraculeusement et encore moins par magie. Il ne faut pas rêver, même si on est en pleine période de Noël!

Maroc / Marrakech : L'économie d'eau

Marrakech, 29 déc (MAP) - L'économie d'eau en irrigation est à la base de toute une stratégie nationale, censée répondre au défi combien vital de la durabilité, voire la viabilité, d'un pan entier de l'activité agricole.

L'ambition est bien là : équiper en irrigation localisée près de 50 pc d'une superficie totale de 550.000 hectares, soit 37.000 ha par an.

Pour s'y mettre, un Programme national d'économie d'eau en irrigation (PNEI) avait été lancée en 2008. Sont visés aussi bien les périmètres de grande, de petite et de moyenne hydraulique que les aires d'irrigation privée.

Ce programme fait partie des mesures transverses du Plan Maroc Vert pour faire face à la rareté de plus en plus ressentie des ressources en eau et améliorer la performance de l'activité agricole. Il est en effet question d'assurer la conversion massive de l'irrigation classique (de surface ou par aspersion) vers l'irrigation localisée sur près de 550.000 ha, pendant une période de 10 ans, soit un rythme d'équipement moyen de près de 55.000 ha/an.

L'une des actions révélatrices en ce sens tient à la valorisation des ressources en eau mobilisées par les barrages, en veillant à la résorption du décalage entre les superficies dominées par les barrages et les superficies équipées, soit 108.440 ha. Ce gap d'équipement est principalement situé dans les bassins de Sebou et de Moulouya.

La réhabilitation et le renforcement de l'armature des réseaux d'irrigation des

périmètres collectifs pour garantir un meilleur service de l'eau, ainsi que la réforme institutionnelle du secteur de l'irrigation en vue d'améliorer sa compétitivité et ses performances, sont deux autres axes prioritaires de cette stratégie.

C'est dire que face à la contrainte hydrique accrue, la politique de l'eau au Maroc retient désormais la valorisation des ressources disponibles comme enjeu de taille pour l'avenir de l'agriculture irriguée.

Le souci de valoriser au mieux l'eau étant dorénavant une perspective qui canalise les efforts de tous les acteurs concernés, le département de l'Agriculture a choisi d'encourager à cet effet le partenariat public-privé pour la gestion des périmètres collectifs d'irrigation.

Globalement, cette stratégie considère l'amélioration du revenu agricole comme une condition sine qua none pour son aboutissement.

Elle se base sur l'amélioration du service de l'eau d'irrigation, le renforcement et l'adaptation du système de financement et d'incitation à l'économie d'eau, l'amélioration de l'aval agricole sous tous ses aspects (organisation, partenariat, contrats de cultures...), et le développement d'un conseil de proximité en matière de conception des systèmes d'irrigation économes d'eau et d'appui à la productivité.

Après tout, si l'on parvient, ne serait-ce qu'en partie, à promouvoir une gestion conservatoire et rationnelle des ressources en eau, on pourrait alors miser sur la durabilité de l'agriculture irriguée et son rôle stratégique dans la sécurité alimentaire du Royaume.